

*Questions orales*

ment, le ministre sera-t-il là pour demander qu'ils soient arrêtés et emprisonnés?

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Monsieur le Président, ni ce ministre, ni aucun autre ministre de ce gouvernement n'a demandé que quelqu'un soit arrêté et emprisonné. Un règlement a été promulgué conformément à une demande qui avait été faite par un comité tripartite de la Chambre, dont le député fait lui-même partie.

**M. Riis:** Vous mentez encore.

**M. Andre:** La loi exige que ce règlement soit appliqué par la GRC, et c'est ce qu'elle a fait, si je comprends bien. Si le député n'aime pas ce règlement ou s'il n'aime pas la présence de la GRC sur la colline du Parlement. . .

**M. Barrett:** Menteurs!

**M. le Président:** Le député de Sudbury a la parole.

\* \* \*

**LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

**Mme Diane Marleau (Sudbury):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances, pour changer un peu.

Les consommateurs canadiens seront durement frappés par la proposition de TPS du gouvernement, qui s'appliquera à des choses comme l'électricité et le mazout.

Hier, Ontario Hydro a annoncé que ses tarifs augmenteraient de plus de 12 p. 100, l'an prochain, en grande partie à cause de la TPS.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Duhamel:** C'est vraiment drôle, une augmentation de 12 p. 100.

**Mme Marleau:** Que vous trouviez cela drôle ou non, c'est l'équivalent d'un mois supplémentaire. Au lieu d'avoir 12 paiements d'électricité dans l'année, ce sera comme en avoir 13, pour chacun des foyers du Canada.

Comment le ministre peut-il justifier de demander aux Canadiens de payer autant de plus pour des choses aussi nécessaires que le chauffage et l'électricité?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je peux dire à la députée qu'il y a actuellement des taxes sur sa facture d'électricité. Il y a la

taxe de vente fédérale, car certaines des choses que l'Ontario Hydro utilise sont sujettes à cette taxe.

La députée nous demande de ne pas taxer l'électricité. La conséquence de cela serait que les gens qui ont une grande maison chauffée à l'électricité en tireraient plus d'avantages que ceux qui ont une maison plus petite. Elle nous demande de favoriser les propriétaires de maisons plus grandes parce qu'ils sont de plus gros consommateurs d'électricité.

Ce que nous proposons, c'est de taxer le produit puis de donner aux personnes à faible revenu un crédit au titre de la TPS, qui prendra la forme d'un chèque émis quatre fois par an pour compenser les effets de la TPS. En réalité, les familles gagnant moins de 30 000 \$ seront dans une meilleure situation qu'elles ne sont aujourd'hui. C'est, à notre avis, une façon beaucoup plus juste de traiter la question.

**Mme Diane Marleau (Sudbury):** Monsieur le Président, cette réponse est scandaleuse. Nous ne voulons pas du tout de cette taxe.

**Des voix:** Bravo!

**Mme Marleau:** Cette augmentation de 12 p. 100 qui vient de nous être révélée nous porte à croire que les Canadiens seront encore plus mal en point avec la TPS, surtout ceux à revenus moyens.

Le ministre ne considère-t-il pas que le chauffage et l'éclairage sont des nécessités, tout comme la nourriture, et cette augmentation n'est-elle pas une autre raison de rejeter cette taxe?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, nous allons rejeter une taxe, la taxe de vente fédérale actuelle, qui fait beaucoup de tort aux gens à faibles revenus, surtout si on la compare à la taxe proposée sur les produits et services.

Si ma collègue prétend que nous devrions exempter l'électricité et le mazout et donner les plus gros avantages aux gens qui vivent dans les plus grosses maisons, qui sont les plus gros utilisateurs de mazout et d'électricité, et que nous ne devrions pas verser un crédit d'impôt pour la TPS aux gens à faibles revenus, je me demande où est son sens de la justice. Pourquoi veut-elle donner les plus gros allègements fiscaux aux gens qui possèdent les plus grosses maisons et supprimer les crédits d'impôt, ces chèques envoyés aux gens à faibles revenus, qui font de la TPS une taxe juste? Où est son sens de la justice?